



ROSA LUXEMBURG ET QUELQUES ECLAIRAGES CONTEMPORAINS: démocratie « formelle » et processus d'émancipation

Pierre Cours-Salies¹

Resumo

Reler Rosa Luxemburgo, confronter suas reflexões com algumas situações... O Maio francês, com dez milhões de grevistas, é em 68 uma "ocasião perdida", uma vitória sindical e uma derrota política. Nenhuma força política fortaleceu o simples projeto de desafiar as dominações sociais e, ao mesmo tempo, um projeto para remodelar as complementaridades entre a democracia representativa e as formas de "conselhos", comitês de greve, assembleias populares... Da mesma forma, o movimento dos coletes amarelos queria uma forma mais direta de democracia, ser ouvido e poder propor leis; as forças políticas se contentaram em vê-los apenas como uma luta contra o governo atual e uma preparação para as próximas eleições. Em nível internacional, as políticas liberticidas, de austeridade e anti ecológicas exigem uma direção articulada de vários movimentos. Hoje também, a defesa de um princípio de liberdade, "o trabalho não é uma mercadoria" (artigo 1º da Declaração da OIT), é inseparável da democracia ativa e da formalização dos "comuns". Rosa Luxemburgo esclarece a exigência de se poder recuperar o controle sobre sua vida, a liberdade individual não limitada pela propriedade, uma autonomia para cada um, cada uma.

Palavras-chave: Rosa Luxemburgo. Movimentos sociais. Processos de emancipação.

ROSA LUXEMBURG E ALGUMAS LUZES CONTEMPORÂNEAS: democracia "formal" e o processo de emancipação

Résumé

Relire Rosa Luxemburg, confronter ses réflexions à quelques situations... Le Mai français, avec dix millions de grévistes, est en 68 une « occasion perdue », – une victoire syndicale et une défaite politique. Aucune force politique n'a porté le projet simple d'une remise en cause des dominations sociales et en même temps un projet pour remodeler les complémentarités entre la démocratie représentative et des formes de « conseils », comités de grève, assemblées populaires... De même, le mouvement des gilets jaunes voulait une forme de démocratie plus directe, être écouté et pouvoir proposer des lois ; les forces politiques se sont contentées d'y voir une lutte contre le gouvernement en place et une préparation des prochains scrutins. Au niveau international les politiques liberticides, d'austérité et antiécologiques appellent un axe de regroupement. De même aujourd'hui la défense d'un principe de liberté, « le travail n'est pas une marchandise » (art.1 de la Déclaration de l'OIT), est inséparable de la démocratie active et la formalisation des « communs ». Rosa Luxemburg éclaire l'exigence de pouvoir récupérer le contrôle sur sa vie, la liberté individuelle non limitée par la propriété, une autonomie pour chacun-e.

Mots-clés: Rosa Luxemburg. Démocratie. Mouvements sociaux. Processus d'émancipation

Artigo recebido em: 23/11/2019. Aprovado em: 06/03/2020

¹ Sociologue. Docteur d'État en Science Politique. Professeur émérite de l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis.
E-mail : cspierre93@gmail.com

1 INTRODUCTION

Je dois vraiment remercier les organisateurs pour m'avoir invité, et me donner l'occasion d'écouter plusieurs analyses très intéressantes, de faire des rencontres sympathiques et enrichissantes culturellement. J'avais eu l'occasion de contacts et de lectures en étant le directeur de thèse de Juliana, ces dernières années. Mais, surtout, pour une autre raison : me donner l'occasion de relire des livres de Rosa et de les confronter à l'expérience politique et à la situation dans laquelle nous sommes. Je tiens aussi à remercier spécialement Alexis et Flávio, qui, en plus, acceptent de me traduire...

Pour apporter du neuf à des débats actuels, j'ai fait le choix d'une lecture en contre-point d'une actualité qui s'étend sur plus de cinquante ans ! Je vais résumer des apports de Rosa et ainsi, j'espère, donner envie de la connaître mieux et d'abord de la lire. France

A dire vrai, pour remonter à une période où j'avais vingt-cinq ans, elle nous aurait été bien utile autour de 68. Je vais y revenir quelques minutes.

Plus récemment, au vu de la crise de démocratie enfin apparente avec le mouvement des Gilets Jaunes elle a encore un apport important pour les questions qui se posent. Quand, pendant plus de huit mois une mobilisation populaire n'accepte plus de séparer les exigences envers les institutions de la démocratie et les revendications, je m'interroge un peu, car on retrouve une réflexion politique décisive dans les apports de Rosa Luxemburg. Je résumerais donc cette situation, les questions et des réponses qui sans doute ont une portée bien au-delà de la France.

Enfin, comme beaucoup d'interrogations existent quant aux possibilités d'un internationalisme, je dirais l'apport des positions de Rosa à la situation de l'altermondialisme.

2 MOBILISATIONS DE MASSE ET POUVOIR POLITIQUE...

Dans le cadre du Mai français Rosa nous a beaucoup manqué ; ses positions, si elles avaient été assumées, auraient été très utiles.

Mai 68, qui avait une portée et des manifestations mondiales, était en France une crise devenue multisectorielle en quelques jours et rejetant de Gaulle, avec le slogan significatif « *Dix ans, ça suffit !* ».

D'une manifestation unitaire énorme des étudiants et des syndicats ouvriers, contre la répression policière des étudiants, le 13 mai, une semaine après les grèves s'étaient généralisées.

Il y avait tant de grévistes que les moyens de recensement du Ministère du Travail ne purent fournir aucune donnée pour ces mois-là et l'évaluation autour de 11 millions est vraisemblable ... Une grande partie de la Haute fonction publique cessait pendant une semaine de répondre au

gouvernement. La possibilité d'un renversement pacifique existait, tant le Président paraissait usé. Les grèves et les étudiants, en fait, provoquaient une crise gouvernementale.

Nous pouvions, en Mai 68, en France, apprécier la grande actualité des positions classiques, où Rosa défend une stratégie : « *La grève en masse [...] comme un moyen de créer d'abord pour le prolétariat les conditions pratiques de la lutte politique quotidienne* » (en 1909 à propos des grèves en Russie en 1905-1906). Ou encore cette remarque de méthode au sujet du socialisme « *qui fonde précisément son influence sur l'intelligence chez la masse des contradictions de l'ordre existant et de la nature complexe de son évolution, sur son attitude critique à tous les moments et tous les stades de sa propre lutte de classe* » (p. 10 ; 83).

Il y avait tant de grévistes... 11 millions est vraisemblable (les moyens de recensement du Ministère du Travail ne purent fournir aucune donnée pour ces mois-là). De multiples débats avaient lieu partout. On sait le résumé et le résultat, qu'il faut rappeler et non pas évoquer de façon nostalgique, 50 ans après.

On peut vraiment dire : *Une « occasion manquée »*. Il ne faut en effet pas minimiser les résultats effectifs de la grève sur le plan des négociations. La pression syndicale est très forte : le gouvernement et le patronat reconnaissent des revendications comme légitimes : une augmentation de 35% du SMIC (salaire minimum de croissance) et de 50% celui des salariés agricoles, et de 10% de tous les salaires, le droit à l'existence de sections syndicales dans les entreprises¹. Ce n'est pas rien.

Mais cette grève en masse a produit en deux semaines une autre situation. On peut rappeler (un peu de nostalgie quand même !) Rosa Luxemburg (1909) : « *il est grand temps que la masse ouvrière socialiste apprenne à faire voir si elle est incapable de jugement et d'action, et de grandes tâches, où c'est elle, la masse, qui doit être le cœur agissant, les dirigeants n'étant que les 'personnages parlants', autrement dit les interprètes de la volonté de la masse.* »

Changer la société suppose une rupture, pas le projet en soi d'un État, même avec un modèle autogestionnaire. Il fallait une réponse qui mette en perspective, donne une imbrication des dimensions politiques, gouvernementales, électorales bousculées par le mouvement des grèves et la parole politique, l'activité à la base, créatrice, libérée. (LEFEBVRE, 1998, p. 62).

Pour bien comprendre, reprenons des jugements exprimés sur le moment ou dans des bilans.

Un dirigeant de la gauche syndicale du textile, d'option autogestionnaire, soulignait le fait majeur : « *une série de 'jamais ça' patronaux ont été remis en cause par la lutte collective des travailleurs* »²; mais il résumait aussi d'une phrase : « *une victoire syndicale et une défaite politique* ».

Un autre témoin, Aimé Halbeher, secrétaire général du syndicat CGT Renault³.

Je sais, que chez une bonne partie des travailleurs, les plus conscients, il y avait l'idée que l'on pouvait aller beaucoup plus loin. Ils avaient une confiance très grande dans l'issue et à partir de là, dans un changement de pouvoir, dans l'instauration d'un gouvernement populaire, parce qu'ils présentaient des revendications qui mettaient en cause la nature du pouvoir (p. 281).

La majorité des travailleurs attendaient plus ou moins confusément un changement de régime.

Cette opinion a été ignorée et combattue par une partie des directions des Partis.

André Gorz, reprend les mêmes analyses :

que le régime gaulliste eût pu être renversé, c'est plus que probable [...] mais que le système capitaliste eût pu être balayé d'un coup est une thèse insoutenable : il eût fallu pour cela un processus révolutionnaire autrement plus long et progressif que deux ou quatre semaines de grève virtuellement révolutionnaire (p. 240).

Sa critique est acérée :

Ce qu'il convient plutôt de reprocher au PCF, c'est de n'avoir pas [...] c'est de n'avoir pas su canaliser la combativité des masses vers la création d'organes de pouvoir ouvrier et populaire [...] d'avoir rejeté comme 'contraire aux accords' la revendication de pouvoir ouvrier reprise par la CFDT. Elle était imprécise et ambiguë ? Il suffisait de la préciser. Elle correspondait parfaitement à l'état d'esprit de la base ouvrière. [...] A condition bien sûr d'entendre le pouvoir ouvrier comme étant d'abord un pouvoir qui s'exerce sur les lieux de travail et sur l'organisation du travail (autogestion technique et maîtrise de l'outil au moins partielle) et non pas comme un pouvoir de gestion acceptant les limites et les critères de la rentabilité capitaliste⁴(GORZ, p. 241).

Pour ajouter un autre des traits ironiques de la situation..., signalons l'appréciation portée Georges Séguy⁵, le Secrétaire général de la CGT en 1968, quarante ans après. Il a expliqué en 2008, en réponse à une interview :

Que s'est-il donc passé, au PC ? Rien. Il a été complètement dépassé par les événements de Mai 68. Je le sais, j'étais moi-même membre du bureau politique du Parti. Quand, après la manifestation du 13 mai, j'ai expliqué que nous allions vers une grève générale illimitée, personne ne m'a cru. Le Parti est resté dans l'expectative pratiquement jusqu'au bout.

Toutefois, une discussion précise était parfaitement à portée de toutes les forces politiques et syndicales. Henri Lefebvre (un intellectuel marxiste très connu et en rupture avec le PCF depuis 1956) la présentait sans fard dans son dialogue avec « *la contestation et la spontanéité* » :

Que pensait Marx ? Que la démocratie se développe dans une contradiction. Elle implique un Etat, elle tend vers la suppression de l'Etat, sans quoi elle s'abolit elle-même ». Mais, « pour l'instant, il se pourrait que cette possibilité reste simple possibilité. Si cela arrive, on aura assisté à un mouvement colossal, à une grève générale non pas sans contenu politique mais dont le contenu politique aura été étouffé dans le germe. L'histoire aura donné une situation révolutionnaire sans révolution (LEFEBVRE, p. 75).

Quand le point de vue de Rosa Luxemburg était d'une actualité évidente, il n'y eut pas de forces pour défendre cette option dans les mobilisations.

Et nous voilà donc, sur le plan du débat de stratégie, avec une question difficile mais stimulante. Reprenons. Le Mai français n'a pas ouvert une voie originale vers un socialisme qui défendrait les droits sociaux et démocratiques en permettant la plus grande autonomie de chacun.

La question de la prise de pouvoir se posait-elle en Mai 68 ? Cela nous amène à une question polémique sur le concept de pouvoir, de « contre-pouvoir » et de « double pouvoir »⁶.

Je reste pour ma part persuadé que c'est une occasion ratée, qui a pesé hors de France aussi. Les troupes du Pacte de Varsovie ne seraient pas intervenues à Prague le 21 août 1968 pour arrêter une révolution démocratique proche de tous les dissidents communistes démocratiques et écologistes en Allemagne de l'Est (RDA) comme Robert Havemann, Rudolph Bahro, ou des polonais, ou des hongrois...

Votre décision de tenir sur Colloque autour de Rosa et ses réflexions permet de la remettre ainsi dans l'actualité : cinquante ans après 68, n'en sommes-nous pas à nous demander pourquoi n'a eu lieu aucune victoire d'un socialisme autogéré ou d'une démocratie radicalement solidaire et démocratisée. Pour ma part, j'y vois le besoin d'un effort d'élaboration et de réorientation stratégique.

3 DEMOCRATIE FORMELLE ET DEMOCRATIE RADICALE

En France, nous venons de vivre, durant huit à dix mois, une mobilisation, difficile à suivre sans doute de loin mais qui n'est pas terminée. Elle souligne l'opportunité de positions défendues par Rosa Luxemburg au sujet des institutions de la démocratie bourgeoise au regard des mobilisations de masse.

La remise en cause de la démocratie formelle par le soulèvement des Gilets Jaunes a comporté deux mots d'ordre dominants : « *Macron démission !* » et la « *création du RIC⁷* ». Initiales pour dire Référendum d'initiative populaire. Cela signifie que les personnes, sans autre qualité que celle d'habiter là, d'y vivre et d'y travailler devraient avoir le pouvoir de rendre des initiatives politiques, proposer des lois pour qu'elles donnent lieu au pouvoir de les faire adopter par un référendum. L'initiative de faire la loi n'appartiendrait donc plus seulement aux élus ou au gouvernement.

Pour la situation sociale, il s'est produit une mobilisation construite à partir d'initiatives locales, des occupations de routes et carrefours, réalisées par des précaires, des chômeurs, des retraité.e.s ; approuvées selon toutes les études par 80% de la population au moins pendant les deux premiers mois, mais au moins 65% les deux mois suivants, les mobilisations comportent des manifestations tous les samedis. Elles cristallisent le rejet des politiques de l'austérité néo-libérale et imposent au gouvernement, pour paraître un peu attentif, de négocier des primes de pauvreté et des

reculs sur des mesures fiscales annoncées. Les années précédentes d'énormes mobilisations avaient eu lieu contre la disparition de droits sociaux avec une Loi Travail ; celles-ci aussi étaient approuvées par 75% de la population.

Des couches sociales qui ont perdu 8% de leurs revenus ou du pouvoir d'achat de leurs salaires depuis 2008, qui ne se sentent protégé.e.s par aucune force politique ou syndicale se sont mises à prendre des initiatives contre des mesures de « taxes ». La droite a voulu en faire « une fronde fiscale » et la réponse des ronds-points et assemblées diverses a été nette : « contre l'injustice fiscale ».

Leur mouvement a soulevé des débats de principes, pendant plusieurs semaines. Y compris une discussion sur la nature de la démocratie représentative, avec un retour sur l'idée que les citoyens les moins capables devait réduire leur influence à voter une fois et laisser faire « ceux qui savent » pendant les années suivantes. Il est exceptionnel, dans n'importe quel pays, de voir ressurgir, dans la presse populaire aussi, des débats sur les fondements conceptuels, les principes du temps de 1789-1794...

Si on regarde de près, on voit une avancée très importante, et des difficultés stimulantes et solubles.

Côté des avancées, il faut remarquer que la critique en actes des institutions de démocratie représentative n'a pas été aussi ferme dans les mouvements antérieurs du type *Occupy Wall Street*, ou les Places, ou les Indignés... Ceux-ci contestaient de l'extérieur la marche ordinaire des institutions. Les occupations de ronds-points et d'autres lieux, ainsi que des manifestations portant des slogans à la fois revendicatifs sur le plan social et sur le plan politique se sont faites en proposant un dispositif qui permettrait aux habitants eux-mêmes de s'organiser pour définir des questions et la façon d'en débattre et de formuler des projets ensuite soumis au vote et ayant un pouvoir de décision.

On peut dire qu'il s'agit d'exiger un droit à une activité autoconvoquée par la base et la masse de la population.

Pendant de nombreux mois, les actions des GJ avaient, malgré les séquences de violences policières, le soutien de la population. Le gouvernement a refusé de discuter avec les divers groupes de Gilets Jaunes : le gouvernement craignait trop qu'il se fasse une cristallisation politique mêlant les rejets des lois sur le travail de 2015 à 2017 ainsi que d'autres revendications. Les mobilisations pour la défense du Code du travail étaient soutenues par 80% de la population, celle contre la réforme de la SNCF par plus de 70%. Ce n'était pas sans raison que la droite et le gouvernement pouvaient craindre une conjonction de ces réactions alors qu'il annonce une réforme cassant le système des retraites solidaires par répartition...

Les forces politiques des diverses options de gauche n'ont pas proposé qu'un Vrai Débat ait lieu, qui aurait invité les G.J. comme le reste des salarié.e.s à définir des exigences communes. Le Président a mené publiquement un « Grand Débat », avec des questions définies par lui et un certain sens tactique de la liberté de « discuter de tout » sauf des choix économiques essentiels pour le gouvernement. Même s'il reste très contesté, ses débats ont eu lieu, y compris avec la participation des heures durant du Président à une dizaine d'entre eux. Dans l'ensemble on a constaté que beaucoup de monde y a participé, et parfois des Gilets Jaunes qui en faisaient localement une tribune⁸...

On ne peut pas seulement y voir ce qui l'a fait murir : l'ensemble des désillusions et même de l'hostilité à l'égard de toutes les politiques de la gauche depuis sans doute le début des années 1980. Mais il faut aussi voir que, hormis des postures permettant d'attendre les prochaines élections en gagnant des sympathies, les forces politiques se sont tenues à l'écart, comme si elles voulaient l'enfermer dans une définition de « revendications sociales ».

Cette attitude est troublante : les reculs sociaux et politiques imposés mondialement incitent à chercher à comprendre pourquoi cela ne se passe plus comme auparavant, et donc à réagir en ajustant une nouvelle façon d'agir, au lieu de s'enfermer dans des rôles stéréotypés qui en fait tendent à couper les élu.e.s de leur base. Mais les « appareils » marqués par la phase plus ou moins social démocratisée ont du mal à changer !

C'est là qu'une référence à des réflexions et des propositions de Rosa Luxemburg ont toute leur place. Je vais les citer et analyser un peu, et ensuite je tâcherais d'en montrer la portée actualisée.

3.1 Démocratie des conseils, démocratie bourgeoise...

Rosa Luxemburg a certes évolué dans le temps, mais avec pour constante son idée initiale de combinaison entre des conseils de travailleurs et des institutions parlementaires. Elle plaide donc pour un type de système politique démocratique et socialiste combinant conseils, institutions parlementaires, suffrage universel, droits politiques et libertés pour tous. Du point de vue des institutions, cela implique l'établissement, en plus des institutions démocratiques traditionnelles, de nouveaux organes d'autogestion des travailleurs, permettant à ces derniers d'exercer leur pouvoir dans la société : des conseils ou, selon le terme russe, des soviets. Dans un point de vue voisin, le social-démocrate Rudolf Breitscheid, envisageait par exemple de conférer au Conseil central des travailleurs, outre des fonctions de rédaction des textes législatifs, un droit de veto sur les décisions de l'Assemblée nationale.

Je ne sais si cela est parlant pour le Brésil où se pose manifestement la question de rapports de réciprocité – en tension certes mais en coopération aussi - entre sphère institutionnelle élue et mouvements sociaux. Comment l'élection d'élus devrait permettre un dialogue public avec l'ensemble des « gens de la moyenne », la masse des travailleurs.

C'est au moins ce qui nous apparaît judicieux pour approfondir les leçons politiques apportées par le mouvement des Gilets Jaunes. Ils ne veulent pas de rapport de dépendance, et de récupération par les forces politiques existantes. Bref, ce mouvement n'est pas simplement « terminé » ; et il faut se souvenir que le « Mouvement de Mai » a duré de 68 à 1973-75 sous diverses expressions.

Dans ce contexte, il faut intégrer les propositions de Rosa Luxemburg qui correspondent bien et aux questions politiques et institutionnelles et à la volonté d'autonomie d'une base mobilisée. Pour conserver force d'autocritique et dynamique de classe en cours de constitution, pour dire « pas de dépendance » aux organisations et aux habitudes de gestion des rapports sociaux et des conflits. Il faut bien proposer des formes qui remplacent les déroulements habituels des discussions politiques, telles qu'elles ont lieu entre politiques et mouvements sociaux. Finalement, mieux vaut des institutions d'informations et de confrontations publiques. Cela peut assurer une fonction d'informations et d'éducation politique élémentaire et stimuler la formation politique du plus grand nombre : à condition de les considérer « tous capables » de donner un avis.

3.2 Démocratiser radicalement la démocratie

Ces orientations de Rosa Luxemburg rejoignent un thème en débat, au moins en France : « démocratiser radicalement la démocratie », cela donne lieu à des publications, un certain nombre de spécialistes de droit constitutionnel et de droit public ont une constance depuis des années⁹.

Il avait été présent à d'autres moments, comme par exemple la Révolution hongroise de 1956. Avant d'être écrasés militairement (plus de 2000 morts et au moins 20.000 exilés), les travailleurs hongrois demandaient le plein exercice des droits et libertés démocratiques pour tous, un système pluraliste, des élections libres au Parlement national – et en même temps la reconnaissance institutionnelle des conseils de travailleurs. Il a aussi été présent en Tchécoslovaquie, avec le Printemps de Prague...

On comprend encore mieux toute la pertinence des réflexions de Rosa Luxemburg au sujet de l'Etat et de la démocratisation indispensable avec un dernier rappel, qui devrait avoir une place dans les analyses de sciences politiques sur les institutions françaises.

En 1945, la question se pose de savoir quelles options pour une reconstruction sur de nouvelles bases. Un auteur a publié un livre tout à fait remarquable, *La République à refaire*, non réédité¹⁰, résistant et ancien dirigeant du PCF. Il présente une analyse précise de l'appareil d'Etat et de la formation des « élites dirigeantes ». Comme « toute l'organisation de la République tend, [...] à priver les masses des moyens propres à leur faire acquérir la connaissance des affaires et la pratique de la liberté » (FERRAT, 1945, p. 229), une « révolution démocratique » est nécessaire (FERRAT, p. 225-255). La 4^e République a maintenu cet Etat, avec l'essentiel de ses hauts cadres, dominée par les priorités de l'Empire sans Empereur mais avec ses domaines coloniaux.

Pour ce qui concerne la réorganisation du travail parlementaire, il y proposait par exemple, « à côté de la Chambre des députés, travaillant en commissions, fonctionneraient une série de conseils techniques consultatifs permanents élus parmi les spécialistes et des comités techniques consultatifs provisoires, nommés pour l'étude d'une question » (FERRAT, 1945, p. 235).

Ce mouvement curieux des Gilets Jaunes a remis en mouvement des éléments de réflexion¹¹. Avec une commission d'Attac a été fait un minimum de travail autour des élaborations en cours de ce mouvement (voir extrait d'un texte en annexe) : le souci était de contribuer à montrer comment passer à une *démocratie continue*. Un délai minimal devrait être prévu entre l'acceptation du Référendum d'initiative populaire et le référendum lui-même, car le temps est essentiel pour une information et un débat public de qualité. D'où cette suggestion : « Une période minimale de neuf à douze mois nous paraît nécessaire pour l'ensemble de la procédure »¹². Nous partions d'une interrogation : bien des personnes actives dans ce mouvement ou le soutenant ressentent et disent « nous sommes bien dans une société où tout le monde n'est pas égal et c'est bien connu ».

Sur le rôle de la presse, fondamental en démocratie, la gageure aujourd'hui est de « mettre en scène les débats politiques, en diffusant et confrontant les avis et les propositions des citoyens » (FERRAT, 1945). Ce « quatrième pouvoir » met en condition les esprits sur ce qu'il convient d'avoir en mémoire et ce qui est négligeable : « La réalité est l'expropriation habituelle des principaux moyens d'information, de réflexion et de discussion par les maîtres du pouvoir liés aux patrons des grands moyens d'information, ce qui amène logiquement à remettre en cause la propriété des médias ». Sur le plan technique, ceci appelle à donner sa véritable place politique à toutes les mesures qui sont à prendre « pour que le droit d'informer et le droit d'être informé ne soient pas bafoués » (FERRAT, 1945). Ici, l'analyse et le principe de remise d'aplomb reste en attente de formulations plus précises. Gageons qu'une suite dans le débat ferait réexaminer les propositions d'une Association appelée Acrimed (*Association de critique des médias*). Gageons aussi qu'une action coordonnée internationale ne serait pas inutile sur cette dimension décisive pour une démocratie.

La défiance à l'égard des institutions est qu'elle pourrait servir les opinions favorables à des démocraties plus « encadrées », « illibérales ». Des *gouvernances* plus autoritaires, d'encadrement et de discipline de la population, une « démocrature »¹³ pour remplacer ce que les souverainistes et archaïques de tous bords appellent « la gabegie ». Cette crise multiple dure. Il faut bien prendre en compte cette interrogation ; elle englobe les questions du droit au salaire, au travail, à la formation dans les formes organisées où les discussions peuvent et doivent être ouvertes à toutes et tous. Doute sur les institutions et angoisse sur le plan écologique ne peuvent se séparer des revendications qui se heurtent à un mur. Cela crée des conditions spécifiques d'une crise politique. Il est donc logique de poser une question Pourquoi le processus de démocratie active, qu'illustre la revendication du RIC, ne devrait-il pas être intégré dans la préparation des lois par le Parlement par le biais de conventions de citoyens ? Une loi préparée ne devrait-elle pas être présentée dès son dépôt à toute la population ? Pour que le débats soit démocratique, il ne devrait pas rester enfermé dans les commissions des Assemblées ; même élu.e.s sur des lignes politiques, les députés devraient, dans les commissions parlementaires être contraints institutionnellement à des instances publiques auxquelles participeraient des représentants d'associations et de syndicats mais aussi des personnes tirées au sort dans des assemblées locales et désignées pour participer aux discussions. On peut sans peine imaginer la question : quelles sont les richesses réelles de notre pays et comment assurer une Sécurité sociale pour tous les habitants sur la base de cotisations sociales payées en proportion des biens produits... Restituer les informations, donner à tous et toutes les moyens d'être informé.e.s, cela répondrait à un sentiment qui est devenu massif « on nous cache tout ! »

La plupart jugent qu'ils/elles ne sont pas reconnus-es comme capables. Et il est vraisemblable que cette discussion sera un des éléments importants de la reconstitution d'une force politique pour l'émancipation collective. Cela amène à une question majeure : si nous voulons parler de démocratie, quelles sont les relations entre la démocratie représentative et des instances de démocratie active et directe ?

Nous sommes aussi dans une longue période où mûrit, et parfois s'exprime, une aspiration autogestionnaire forte, dont le nom lui-même porte des interprétations idéologiques différentes ¹⁴: celle que soulignait Henri Lefebvre en mai 68, celle que Colette Magny a si bien chanté¹⁵ : « *Vous, gens de la moyenne, savez-vous que sans vous personne ne peut rien du tout.* »

Et voilà comment une étude sur une période un peu chaude en France, dans la dernière année, m'a simplement rapprochée de ce colloque centré sur « *Un centenaire de Luxemburg, une rose rouge pour la démocratisation socialiste* ».

4 RETROUVER DES BUTS COMMUNS

Une relecture de Rosa Luxemburg m'a surpris par son caractère percutant dans l'analyse nécessaire de ce qu'il faut bien appeler « une classe dominante mondiale »¹⁶. Je me réfère donc aux chapitres 5 et 6 de son *Introduction à l'économie politique*¹⁷.

Elle décrit comment toutes les marchandises s'échangent « avec le travail socialement nécessaire contenu en elles ». Et le prix de la marchandise « force de travail » s'appelle le salaire ».

Elle dresse aussi les complémentarités et les différences entre régions du monde et types d'activité : un certain niveau de productivité du travail est nécessaire pour que l'homme puisse fournir un surtravail ». Elle prend bien soin de récapituler que les outils, le savoir, la maîtrise des forces de la nature, etc. ne sont « *pas une particularité physiologique innée de l'homme ; c'est un phénomène social, le fruit d'une longue évolution* ».

Cela donne toute leur place aux combinaisons internationales, coloniales ou pas. Elle cite d'ailleurs Alexander von Humboldt, un géographe allemand, naturaliste et explorateur qui décrivait la difficulté à mettre au travail à un rythme capitaliste ces hommes paresseux qui cultivaient leurs bananiers dans les vallées humides au pied des Cordillères... Bien sûr, pédagogue, elle montre comment des éléments de cette histoire existent dans des situations historiques antérieures et sont retravaillées par le capitalisme. Et cela conduit jusqu'aux situations où « *la classe des capitalistes* », comprend que « *la lutte contre la chute du salaire relatif (i.e. : en rapport avec les conditions de l'exploitation et de la consommation) n'est plus une lutte sur le terrain de l'économie marchande mais un assaut révolutionnaire contre cette économie, et c'est la lutte socialiste du prolétariat* » (p. 248).

Elle rappelle donc comment comprendre le tournant au cours duquel, après les avoir combattus furieusement la classe capitaliste développe une grande sympathie pour les syndicats, « dans la mesure où les syndicats se laissent opposer au socialisme » Elle cite notamment, en France, la conversion des « républicains rassasiés » qui font de la propagande pour les syndicats »¹⁸. Et produit en fait une description de ce que nous appelons une biopolitique depuis Michel Foucault.

Ainsi, je cite ces lignes qui montrent une critique tout à la fois sur le plan culturel, social, économique et politique.

« Aux ouvriers anglais, on citait en exemple au début du XIXe siècle la sobriété des ouvriers allemands ; c'est au contraire l'ouvrier anglais, non pas sobre mais « avide », le trade-unioniste mangeur de bifteck, que l'on recommande comme modèle à l'ouvrier allemand ».

D'où, elle le signalait, des aventures diverses avec des syndicats catholiques, libéraux, ... Évidemment, il en découle des difficultés pour les socialistes révolutionnaires : devoir être présents dans divers syndicats afin que les contradictions de classe puissent s'y exprimer.

Et, pour faire comprendre comment le rapport salarial joue au travers des différences sociales lourdes elle montre deux phénomènes qui, de fait, nous occupent encore.

a) Armée de réserve, surnuméraires...

Depuis que Marx, en 1867, a expliqué et démontré la loi élastique des salaires en régime capitaliste sous l'action de l'armée de réserve industrielle, « les économistes bourgeois [...] préfèrent se perdre en bavardage incohérent sur le caractère déplorable du chômage et l'utilité de syndicats modérés et modestes » (p. 253).

Souvenons-nous seulement ici de la situation du travail dans le monde, qui a augmenté nombre de personnes concernées, tandis que 50% de ce travail est réalisé dans des conditions de « travail informel ». Tant Flávio Farias (2013 ; 2015) que Juliana Teixeira (2017) ont travaillé cette question... actuelle, « l'unité et la diversité du prolétariat », qui comporte des cas de figures tout à la fois en concurrence et complémentaires : Salariés, d'âges différents, hommes et femmes (F1 + F2) ; une Surpopulation relative, sexuée, qui peut être Flottante et plus ou moins assimilée aux salarié.e.s (autrement dit précaire); Latente (L1 + L2), où nous retrouvons des rapports étudiés dans des recherches en France au cours des années 1990 et publiées en 2006 ; et le statut salarié capitaliste est aussi sous les formes de « louage de main d'œuvre » et aussi Stagnante = E1 + E2, qui correspond aux « surnuméraires »... Je ne sais pas si cela est très encourageant de trouver ces phénomènes encore présents ! Mais il en ressort fortement l'actualité d'une analyse marxiste vivante.

b) Esclavage salarial mondialisé

« L'autre aspect, c'est la paupérisation croissante de couches de plus en plus vastes de l'humanité, [...] devant les relations coloniales capitalistes, l'esclavage salarial », écrit Rosa, qui cite plusieurs pays.

Dans le passage sur le Brésil, elle précise que le « pays riche et fertile a été transformé, pour les besoins du capitalisme européen et nord-américain en un gigantesque désert et en une vaste plantation de café... ».

Elle cite, en marge (op.cit., p. 260-261), la destruction des peuples primitifs, le rappel des modes de domination de la colonisation et notamment de celle réalisée par les allemands en Afrique où ils ont sans doute réalisé ce qui est considéré comme le premier génocide du 20^e siècle en Namibie où ils ont exterminé, entre 1904 et 1907, 80% des héréros et 50% des namas.

On se souvient d'une brochure de Rosa Luxemburg écrite en prison en 1915 et tirant les premières leçons de l'effondrement de la social-démocratie.

Friedrich Engels a dit un jour : « **La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie.** » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui.

Depuis, le pire s'est produit, plusieurs fois. Et la lecture de Rosa, le rappel des indications stratégiques liées à son activité et ses positions politiques nous importe pour ne plus subir cela. Bien sûr, nous n'employons le terme de socialisme que pour reprendre le sien ; mais c'est sous bénéfice d'une remise en chantier la définition de cette sorte de démocratie radicale, Marx aurait dit le communisme en reprenant le nom de la commune.

Surtout, en ressort un tableau du capitalisme mondialisé organisant et combinant sa domination en jouant des différences et des inégalités. Une dizaine de pages de Rosa Luxemburg, dans *l'Introduction à l'économie politique* me semblent particulièrement saisissantes (p. 34-45). Certes, des détails, la description factuelle seraient un peu changés ; mais pas la logique générale. Au contraire.

5 COMMENT AVANCER ?

Nous sommes dans une phase où il est décisif de faire comprendre l'actualité d'une affirmation, internationale, qui date de 1944 : « *Le travail n'est pas une marchandise* ».

Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail, à Philadelphie, alors soutenue par les 56 pays qui avaient été unis contre les nazis. Reconstruire un avenir passait, pensaient-ils, par un changement radical du rapport au travail. La lucidité sur le besoin de se mettre à l'abri des contradictions mortelles a fait quelques mois souffler le souci de refondation humaine. Des forces contraires, les capitalistes et leurs hauts fonctionnaires divers, comme les dirigeants de la bureaucratie dictatoriale, les uns comme les autres en fait, ont cette ambition à des gestions et des productions ruineuses, comme on le voit. Y compris après 68, année de soulèvements, de mobilisations massives des noirs américains pour leurs droits et de grèves offensives dans une grande partie du monde et de rejet de l'armée impérialiste américaine au Vietnam... les principales directions occidentales, une sorte de classe dominante mondiale, avait répondu à cette situation en créant la Trilatérale¹⁹. Leur but était de ne plus accepter des concessions plus ou moins sociales-démocrates, ni en matière de libertés et de droits politiques, ni pour tolérer des réductions du temps de travail et des droits politiques et sociaux en progression... Le cycle qu'ils ont imposé, les discours et les décisions prises par les néo-libéraux ainsi organisés de la Trilatérale, qui a assuré leurs succès durant au moins deux décennies, se termine par des catastrophes : ces dirigeants de la bourgeoisie, qui gouvernent à leur guise ou presque depuis 1990, ont accéléré la ruine de l'environnement, une masse de pauvreté, des destructions de cultures humaines... Au point que nous sommes gênés quand nous disons « Socialisme ou barbarie ».

Les Algériens, les soudanais, les résistances militantes et populaires au Brésil et ailleurs, Gilets jaunes sur les ronds-points, comme les Indigné-es, les Nuits debout et les occupations des

places montrent, inséparable des revendications immédiates, l'exigence de pouvoir récupérer le contrôle sur sa vie, la liberté individuelle non limitée par la propriété, une autonomie pour chacun·e : la démocratie active et la formalisation des « communs » ne peuvent pas être séparés.

Pour l'égalité et la liberté ne soient plus opposables mais une construction commune, comme dans la formulation de l'égaliberté proposée depuis une vingtaine d'années par Etienne Balibar, il faut un levier auquel tous puissent s'assembler, s'occuper d'agir pour faire bouger la situation.

Un simple rappel... La phase longue de l'économie mondiale qui détruit d'un côté, rétablit les taux de profit là, mais provoque des destructions dans le monde ; 90% des décisions nuisibles pour la planète sont entre les mains de très peu de pouvoirs concentrés, alors que les masses de population, organisées démocratiquement feraient mieux ...

Pour l'ensemble des luttes de salariés, la déclaration de l'OIT a un sens si nous le prenons pour le signe d'une révolution à faire, alors que l'évolution, possible depuis des dizaines d'années a été refusée ou combattue par la classe dominante mondiale. Imposer des droits pour toutes et tous permettrait de dire : pour changer la production et l'avenir, TOUS CAPABLES. Les relations internationales qui existent, avec des réseaux syndicaux comme avec les organisations qui ont participé au mouvement altermondialiste, avec la Marche des Femmes. Nous n'avons pas à inventer des alternatives, elles existent, se battent pour se développer ; la question est de traiter autrement ces éléments, avoir la stratégie de construction de solidarités, de l'affirmation commune d'une actualité que, moi, par souci sans doute de ne pas lâcher les combats antérieurs j'appelle un communisme autogestionnaire ou une démocratie radicalement démocratisée.

C'est à ce compte qu'il sera possible de remplacer les productions qui détruisent la planète et l'avenir humain par des formes de travail en commun, un paradigme nouveau. Pour ma part, je propose que nous nous occupions d'assurer le plus possible de perspectives aux mouvements de base qui existent déjà.

RÉFÉRENCES

ALLIÈS, Paul. **Le grand renoncement. La gauche et les institutions de la Ve République**. Éditions Textuel, 2006.

ALLIÈS, Paul ; ROUSSEAU, Dominique. Crises démocratiques, diagnostics et remèdes... **Contretemps**, n° 41, mars 2019.

CHOL, Éric ; DUPUY, Georges Dupuy. Le PC a été complètement dépassé : entretien avec Georges Séguy. **L'Éxpress**, 30 avril 2008. Disponible sur : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-pc-a-ete-completement-depasse_458388.html.

COMMISSION DÉMOCRATIE D'ATTAC ET ASSOCIATION SCIENCES CITOYENNES. Analyse du « RIC délibératif ». **Blog « Commission démocratie »**, 18 mars 2019. Disponible sur : <https://blogs.attac.org/commission-democratie/textes-de-la-commission-democratie/article/analyse-du-ric-deliberatif>.

FARIAS, Flávio Bezerra de. **Imperialismo Global: teorias e consensos**. São Paulo: Cortez Editora, 2013.

FARIAS, Flávio Bezerra de Farias. **Crise global: ampulheta fatal**. São Paulo: Xamã Editora, 2015.
FERRAT, André. **La République à refaire**. Paris : Gallimard, 1945.

GORZ, André. Limites et potentialités du mouvement de Mai. **Les Temps Modernes** (Problèmes du mouvement ouvrier), n° 266-67, août-septembre, 1968.

JOURMARD, Robert. Pour une presse au service des citoyens. **Le blog de Robert Journard**. 2019. Disponible sur : <https://blogs.mediapart.fr/robert-journard/blog/290119/pour-une-presse-au-service-des-citoyens>.

LEFEBVRE, Henri. **Mai 68. L'Irruption de Nanterre au sommet**. Paris : Éd. Syllepse, 1998.

LUXEMBURG, Rosa. **Grève de masses, parti et syndicats**. Paris : Éd. Maspéro, 1964.

LUXEMBURG, Rosa. **La Révolution russe**. Paris : Éd. Maspéro, 1964.

LUXEMBURG, Rosa. **Introduction à l'économie politique**. Paris : Éd. Anthropos, 1969.

NOIRIEL, Gérard. **Les gilets jaunes à la lumière de l'histoire**. Paris : Le Monde ; Éd. Aube.

POULOT, Denis. **Le Sublime ou l'ouvrier français tel qu'il est en 1870 et ce qu'il peut être**. Paris : Éd. F. Maspéro, 1980.

ROUSSEAU, Dominique. **La Ve République se meurt, vive la démocratie**. Paris : Éd. Odile Jacob, 2007.

ROUSSEAU, Dominique (dir.). **La démocratie continue**. Paris : Bruylant LGDJ, 1995.

ROUSSEAU, Dominique. **Radicaliser radicalement la démocratie. Propositions pour une refondation**. Paris : Seuil, 2015.

SALLENAVE, Danièle. **Jojo, le gilet jaune**. Paris : Tracts ; Gallimard, 2019.

TEIXEIRA, Juliana, C. M. **La multitude et le prolétariat depuis les Forums Sociaux Mondiaux de 2001 à 2016 : ...** 2017. 580f. Thèse (Doctorat en Sociologie) – Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis ; (Doctorat en Politiques Publiques) – Universidade Federal do Maranhão, Saint-Denis, 2017.
VINCENT, Jean-Marie. Pour continuer Mai 68. **Les Temps Modernes** (Problèmes du mouvement ouvrier), n° 266-67, août-septembre, 1968.

Annexe - Le RIC en discussion

Une analyse du RIC (référendum d'initiative citoyenne) s'impose, qu'on l'appelle référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou référendum d'initiative populaire (RIP). Certes, en avril 2019, le Président de la République a annoncé sa décision de ne pas l'instaurer et de privilégier un assouplissement du référendum d'initiative partagée dans le cadre de la révision constitutionnelle.

Du fait des polémiques soulevées, pour en comprendre le ressort², nous reprenons ici un texte rédigé par des Gilets jaunes de Montpellier qui ouvre la discussion sur les règles et les pratiques de la démocratie.

Chapitre 1er. Objet des référendums d'initiative citoyenne Art. 1er. Le référendum d'initiative citoyenne en toutes matières donne aux citoyens le pouvoir de légiférer, d'abroger une loi, de révoquer un élu ou de modifier la Constitution. Art. 2. Aucune matière n'est exclue du référendum d'initiative citoyenne.

Chapitre 2. Procédure de déclenchement

Art. 1er. Le référendum d'initiative citoyenne est déclenché par une pétition.

Art. 2. Les pourcentages relatifs aux nombres de voix nécessaires pour déclencher un référendum d'initiative citoyenne sont révisables après une période d'expérimentation.

Art. 3. Le recueil du nombre de voix nécessaires au déclenchement du référendum d'initiative citoyenne a lieu dans un délai de six mois à partir du dépôt de la pétition. Un tel dispositif permettrait à des citoyens, réunissant un nombre de signatures fixé par la loi, de saisir la population par référendum sans que soit nécessaire l'accord du Parlement ou du Président de la République. Les Gilets jaunes ont souhaité, en résumé, quatre modalités pour le RIC : pour voter une proposition de loi (référendum législatif) ; pour abroger une loi votée au Parlement ou un traité (référendum abrogatoire) ; pour modifier la Constitution (référendum constitutionnel) ; et pour révoquer un élu (référendum révocatoire). Un organe d'information indépendant est créé. Il veille sur l'information impartiale et indépendante du peuple français en matière de référendum d'initiative citoyenne. Le texte se soucie de définir les garanties statutaires des membres de l'organe de contrôle.

Les chiffres avancés dans la discussion sont de 1/100 pour demander une loi (législatif) plus pour révoquer un élu, et le reste en cours de discussion...

Il traite finalement de façon réaliste des moyens de médiatisation.

I - Une chaîne de télévision des référendums d'initiative citoyenne est créée.

1° Elle est contrôlée par un jury citoyen tiré au sort.

2° Son financement est exclusivement public, sans publicité ni aucun financement privé.

3° Son financement permet notamment de rémunérer dans la limite d'un salaire maximum des investigations menées par des journalistes indépendants et ayant signé une profession de foi éthique.

4° Le contenu de la chaîne télévisée est déterminé par propositions citoyennes, respecte l'équité du temps de parole entre les formations politiques.

5° Les informations de la chaîne sont diffusées sur les télévisions dominantes sur des créneaux obligatoires. Une double page est incluse dans les journaux dominants tous les dimanches.

II - Un site Internet dédié spécifiquement dédié à la communication des informations relatives aux référendums d'initiative citoyenne est créé.

III - Un accès à l'information est disponible dans toutes les mairies. Le même texte distingue les conditions particulières qui devraient être définies pour les quatre modalités (législatif, abrogatif, révocatoire, constitutionnel). Le taux de participation est différent pour les divers cas et reste en discussion ; le taux de signataires nécessaires pour la pétition de déclenchement varie de 1 % des citoyens inscrits sur les listes électorales (législatif et abrogatif, 2 % pour une demande de révocation, 5 % pour un acte constitutionnel).

² Le RIC et le RIP ont pris place dans les débats. En revanche, un accroc de procédure parlementaire a fait apparaître l'opportunité d'un référendum d'initiative parlementaire sur la privatisation d'Aéroports de Paris, soumis à une procédure exigeant la signature de 10 % du corps électoral, soit 4,7 millions personnes.

ROSA LUXEMBURG ET QUELQUES ECLAIRAGES CONTEMPORAINS: démocratie « formelle » et processus d'émancipation

Le document de travail précise que les pourcentages seront révisés « après avoir été expérimentés pendant un ou deux ans », comme les « seuils [qui] doivent être atteints dans un délai de six mois maximum ».

Enfin, devant la question des droits civiques et politiques pour les résidents étrangers – qui n'étaient pas le sujet de cette journée de travail –, il est simplement mentionné que « l'élargissement du droit d'initiative aux autres citoyens et résidents doit être débattu ».

De ce document, qui circule au début 2019 et qui expose une exigence forte, les médias ne retiendront que l'acronyme. Dommage révélateur !

Notas

¹ Les représentants du patronat et le gouvernement acceptent l'augmentation du SMIG de 2,22f de l'heure à 3f dès le 1er juin ; il accepte de remettre en cause les abattements de zone qui pénalisaient les salaires selon les territoires et leur degré d'industrialisation. Cela représente une augmentation immédiate de 35% du SMIC et de 10 à 12 % pour les autres salaires ; une assimilation du SMIC agricole au SMIC général et ainsi une augmentation de 50% du pouvoir d'achat des salariés agricoles. Le gouvernement ne veut pas remettre en cause les ordonnances réduisant les droits des travailleurs dans la sécurité sociale mais ouvre des discussions sur le « ticket modérateur » qui visait à réduire le niveau des remboursements : les conditions du « retour » à l'application de la loi des 40 heures sont discutées, avec une intégration des heures supplémentaires sans perte de salaire et un retour aux 40h dans les années suivantes. Le droit à faire exister des sections syndicales dans les entreprises est reconnu.

² Additif au rapport de la fédération syndicale du textile-habillement (Hacuitex), août-septembre 1968.

³ *Les Temps Modernes*, n° 266-67. « Problèmes du mouvement ouvrier », Août-septembre 1968.

⁴ Dans une note, il critique un article de *L'Avant-garde* – de la JCR, (du 27 mai 1968), « *qui retombe dans la théorie du tout ou rien*, « *qui exclut toute idée de processus révolutionnaire de stratégie de double pouvoir* ».

⁵ Extrait de l'entretien paru dans *L'Express* du 30/04/2008. A la question « avez-vous cru à la possibilité de prendre le pouvoir », la réponse de Georges Séguy est explicite : « *Non, car nous voulions non pas imposer un modèle soviétique, mais changer le pouvoir. Nous pensions que la gauche unie, du PC à la FGDS [Fédération de la gauche démocrate et socialiste, rassemblant la gauche non communiste], et soutenue par les travailleurs, pouvait présenter une alternative politique crédible. S'il y avait eu, avant les négociations de Grenelle, un accord, même précipitamment, entre socialistes et communistes, non seulement nous aurions gagné Grenelle, mais nous aurions pu poursuivre sur notre lancée avec l'avènement d'une majorité de gauche* ».

⁶ Signalons, non traitée par la plupart des historiens, une publication vendue à plus de 100.000 exemplaires, « *édition spéciale* » de 16 pages datée du 30 mai, qui a remplacé le n° du 29 mai du *Nouvel Observateur*. Sa diffusion nationale, hors région parisienne, a été diversement assurée... Sous le titre d'une : « *Mendès France ?* », l'éditorial remarquable de Jean Daniel résume la situation politique : « *Le pouvoir gaulliste n'existe plus. Il n'y a plus de légalité* ». Cela l'amène à exprimer des souhaits à l'adresse des « *forces de gauche : quelles retrouvent leur fraternité de la lutte et cessent de s'entre-déchirer en des conflits dépassés [...] ; états-majors syndicaux et politiques n'ont cependant d'autre choix que de dépasser leur crise* ». Des articles montrent les débats à Billancourt, à Citroën (Javel), en Bretagne, à Cléon, parmi les ouvrières...

⁷ Voir l'annexe à la fin de ce texte.

⁸ Pour répondre à une possible curiosité, sera reproduit en annexe de l'article un extrait d'un texte élaboré localement au cours d'une journée ayant rassemblé quatre-vingt personnes début janvier 2019.

⁹ Paul Allières et Dominique Rousseau, en discutent dans *Contretemps* n° 41, mars 2019 : « *Crise démocratiques, diagnostics et remèdes...* ». ALLIÈS, Paul. *Le grand renoncement. La gauche et les institutions de la Ve République*. Paris : Éditions Textuel, 2006 ; ROUSSEAU, Dominique. *La Ve République se meurt, vive la démocratie*. Paris : Éd. Odile Jacob, 2007 ; ROUSSEAU, D. *La démocratie continue*. LGDJ, Bruylant, 1995. ROUSSEAU, D. *Radicaliser radicalement la démocratie. Propositions pour une refondation*. Paris : Seuil, 2015.

¹⁰ FERRAT, André. *La République à refaire*. Paris : Gallimard, 1945. On ne le trouve pour l'heure qu'à la Bibliothèque nationale.

¹¹ « Pour que le mouvement accède à une représentation politique, écrit Danièle Sallenave en citant Gérard Noiriel, il lui faudrait des « alliés de classe, souvent issus de la bourgeoisie intellectuelle ». Mais justement où sont-ils ? » (« Jojo le gilet jaune », p. 13). NOIRIEL, Gérard. *Les gilets jaunes à la lumière de l'histoire*. « il n'y a plus de relais entre les organisations politiques et le peuple ». Le Monde – éd. Aube (p. 91).

¹² Propositions de la commission « démocratie » d'ATTAC ; *Analyse du « RIC délibératif »*, Commission démocratie d'Attac et association Sciences citoyennes, 18 mars 2019. Disponible sur : www.acrimed.org/-Transformer-les-medias-Nos-propositions-Complétées-et-synthétisées,-dans-JOUMARD,-Robert.-Pour-une-presse-au-service-des-citoyens- [réf. du 21 janv. 2019]. Disponible sur : <https://local.attac.org/rhone/spip.php?article2137>.

¹³ Démocrature est un néologisme désignant une dictature se cachant sous les traits d'une démocratie.

¹⁴ On pourrait citer une douzaine de livres ou articles très documentés au sujet du travail et qu'il serait bien moins nocifs, mieux fait et qu'il existe, dans les entreprises et autour une masse de groupes militants, de salarié.e.s, pour que ce monde ci est déjà fait murir les moyens pour remplacer son fonctionnement. Pour le rendre visible, il faudrait réellement faire un travail de recensement et de bibliographie.

¹⁵ Colette Magny est une voix emblématique de l'époque, Vietnam, Grèves, une chanteuse de la puissance du jazz noir des USA. Ses textes et rythmes ont été réédités en France à l'occasion de l'anniversaire de Mai 68.

¹⁶ Revue *Actuel Marx* « Une classe dominante mondiale ? » Paris : Puf, 2016.

¹⁷ Ce livre a été écrit en fonction des cours qu'elle faisait à l'École centrale du Parti social-démocrate ; elle y a travaillé particulièrement quand elle était en prison, en 1916-1917 ; il est paru en allemand en 1925, à partir de développements rédigés et de notes, mis en forme par Paul Lévy. En français, nous disposons de deux éditions, Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, préface d'Ernest Mandel, éd. Anthropos, 1969 ; et aussi le Tome 1 des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg, qui reprend le même texte, sans la préface et avec une pagination différente. Ajoutons que les Œuvres sont publiées, avec un Tome 2 réalisé avec les cours, à *l'école du socialisme*.

¹⁸ POULOT, Denis [1869, 1875]. *Le Sublime ou l'ouvrier français tel qu'il est en 1870 et ce qu'il peut être*, avec une excellente présentation par Alain Cottureau, éd. F. Maspéro, 1980.

¹⁹ Notons que la Trilatérale a contribué au développement du néolibéralisme, du Chili jusqu'à nos jours en passant par la solution européenne de la révolution des Œillets au Portugal (1974-1975), puis aux victoires de Thatcher et Reagan... Devenue célèbre 1975 grâce à son rapport sur la crise de la démocratie, la Trilatérale a été créée par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Vingt-six de ses membres entreront dans l'administration Carter en 1977 et trois cent cinquante des plus puissantes sociétés internationales sont dirigées par ses affiliés. Elle a été accusée d'agir en tant qu'organisation visant à contrôler le monde au profit des sociétés transnationales. Mais les observateurs ont perdu de vue ses groupes de réflexion principaux : la Table ronde, le Conseil des affaires étrangères – qui a organisé le nouvel ordre mondial après 1945 – et le club Bildeberg, tous « encore vivants et en pleine forme ». Si de nombreuses informations y sont échangées lors de ses assemblées générales et si les participants peuvent utiliser à l'avance des informations privilégiées, un pouvoir gouvernemental mondial doit être recherché ailleurs (FMI, G7, OMC). Rappelons aussi qu'à l'issue de la « coexistence pacifique », la chute du Mur de Berlin a amené une transformation profonde de l'Europe. Et la Chine a produit, en soixante ans, une évolution équivalente à celle de quatre siècles de l'histoire européenne.